

Des filles à l'école

Micheline Dumont

Marie-Anne, Idola, Thérèse et les autres...
Numéro 21, printemps 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/7588ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)
1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dumont, M. (1990). Des filles à l'école. *Cap-aux-Diamants*, (21), 11–14.



*Un nombre grandissant d'étudiantes diplômées des pensionnats se servent de leur instruction pour modifier le rôle de la femme dans la société.
(Archives du Pensionnat de Coaticook).*

DES FILLES À L'ÉCOLE

par Micheline Dumont*

«**D**ANS L'ANCIEN TEMPS, ENTEND-ON SOUVENT, les femmes étaient plus instruites que les hommes». Et pourtant, quand on se penche sur les archives scolaires, il est difficile d'en faire la démonstration. C'est que, comme très souvent, il y a confusion dans les termes. Pendant un demi-siècle, il est vrai, les femmes ont été plus alphabétisées que les hommes nous apprennent les premiers recensements canadiens de 1851 à 1901. Mais, côté instruction, la réalité est tout autre. Voyons plutôt.

À l'époque de la Nouvelle-France, les ursulines entretiennent un pensionnat et une école à Québec. Les sœurs de la Congrégation, de leur côté, maintiennent un petit réseau d'une douzaine de pensionnats-écoles. Dans ces humbles institutions, les filles mémorisent surtout des prières et le catéchisme. Mais elles apprennent aussi à lire, à écrire, à compter et «tous les petits ouvrages propre aux filles». D'instruction, en ce temps-là, il n'est guère question. D'ailleurs, la grande majorité des élèves fréquente l'école pendant deux ans à peine. Au milieu du XVIII^e siècle, on ajoute quelques arts d'agrément et des

matières complémentaires. Jusque vers 1850, les hommes sont plus alphabétisés que les femmes et seuls quelques-uns sont instruits.

Au début du XIX^e siècle, l'instruction des filles commence à se développer. À Québec et à Montréal, des écoles ouvrent leurs portes aux filles de la bonne société. Mais ce sont des écoles de langue anglaise! Assez rapidement, les religieuses décident d'enrichir leurs programmes. Elles introduisent l'étude de l'anglais, du piano, de la géographie, de la littérature...L'élan est donné. Cet enseignement, un peu plus organisé et payant, s'adresse exclusivement à une petite minorité. Durant tout le XIX^e siècle, le développement de l'instruction secondaire profite exclusivement aux garçons: le cours classique, le cours commercial, quelques collèges industriels, et, pour quelques-uns, des facultés universitaires. On a bien tenté de développer des écoles normales, au nombre de quatre, mais une seule accueille les filles catholiques: celle des ursulines de Québec. La majorité des filles qui désire poursuivre leurs études se contente du pensionnat.



Une couventine en 1855. Au XIX^e siècle, plus de femmes sont alphabétisées que les hommes, mais l'instruction secondaire profite exclusivement à ces derniers. (Archives du Pensionnat de Coaticook).

Nombre de pensionnats

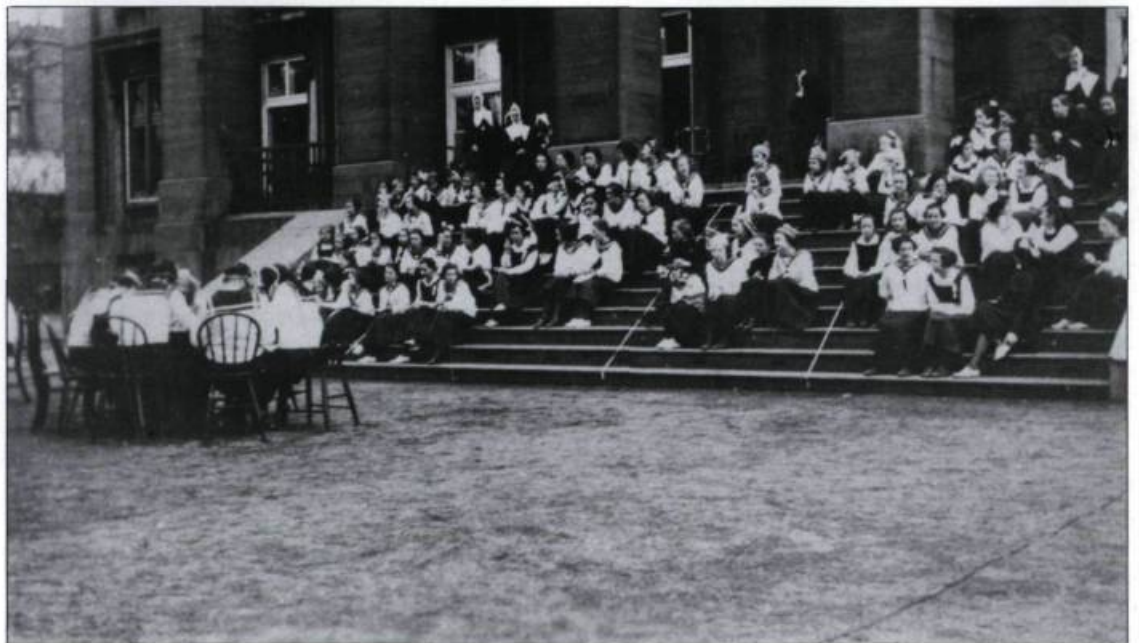
Certes, les pensionnats abondent. Chacune des multiples congrégations s'ingénie à particulariser son enseignement. En plus du «programme du gouvernement» (entendez une scolarité d'une dizaine d'années) s'ajoutent des «cours gradués», des cours «supplémentaires», couronnés de diplômes-maison qui confèrent un simple passeport pour la «bonne société». Alors que dans les autres pays les étudiantes se font ouvrir les portes des collèges, des lycées et des

universités, les Canadiennes françaises les plus instruites se contentent de bien peu.

Les femmes se familiarisent avec les connaissances encyclopédiques, mais il leur faut un encadrement familial bien exceptionnel pour accéder à une instruction véritable. L'enseignement constitue la seule occupation ouverte aux femmes instruites. Or, en raison de conditions de travail très difficiles, ce choix professionnel ressemble plutôt à une forme d'apostolat. Cela explique pourquoi tant de Canadiennes françaises entrent «chez les sœurs»: les conditions de travail des religieuses enseignantes sont habituellement bien plus intéressantes. Au XIX^e siècle, l'instruction féminine sert avant tout de garantie contre l'obligation de travailler. À cette époque, les seules formes de travail salarié ouvertes aux femmes se trouvent dans le service domestique et en industrie. Ces possibilités n'exigent aucune qualification et signifient, la plupart du temps, des conditions plus pénibles encore que dans l'enseignement.

Vent de réformes

Au début du XX^e siècle, quelques femmes, parmi les plus instruites, réclament néanmoins des études plus solides pour leurs filles. Résultat des efforts conjugués de Marie Gérin-Lajoie, de quelques journalistes et aussi de religieuses plus audacieuses telles mère Sainte-Anne-Marie, sœur Véronique-du-Crucifix, le premier collège classique pour filles ouvre ses portes au Mont Sainte-Marie à Montréal en 1908. Ces pionnières multiplient les démarches pour développer des programmes plus adaptés aux besoins des étudiantes. Elles améliorent la formation des enseignantes. Elles font reconnaître leurs diplômes



Une journée de plein air au Mont Sainte-Marie vers 1935. Le temps consacré aux exercices religieux diminue progressivement au XX^e siècle. (Collection privée).

par les universités. Elles proposent aux catholiques une formation capable de rivaliser avec celles des institutions protestantes. C'est ainsi qu'apparaissent successivement les écoles normales diocésaines, de loin les plus populaires; le cours classico-ménager à Saint-Pascal de Kamouraska en 1907; l'enseignement supérieur

minime. Pendant qu'un discours conservateur continue à valoriser un enseignement limité pour les filles et à condamner le travail salarié pour les femmes, plusieurs d'entre elles se servent de leur instruction pour modifier leur rôle dans la société. Un nombre grandissant d'entre elles optent pour le travail après leurs études.



Représentation du Cid de Corneille au Mont Sainte-Marie en 1937. (Collection privée).

pour jeunes filles à Montréal en 1908; le cours primaire-supérieur pour les pensionnats qui s'affilient à l'université Laval en 1913; le cours Lettres-Sciences pour les institutions affiliées à l'université de Montréal en 1916; le cours d'infirmière en 1922. Au début des années 60, ces initiatives ont fini par constituer un immense réseau. Il reste toutefois impossible d'évaluer le nombre de filles désireuses d'étudier, mais incapables de le faire, en raison des carences du réseau d'écoles publiques qui ne se développe vraiment qu'après 1945.

Ces modifications pédagogiques et structurelles s'accompagnent de réelles transformations dans les pensionnats. Les règlements s'adoucissent, le nombre d'heures consacrées aux exercices religieux diminue, les activités éducatives se diversifient et les jupes raccourcissent. Des différences notables existent entre la sévérité des écoles normales, le climat familial des écoles ménagères, le modernisme du cours Lettres-Sciences et le haut niveau intellectuel des collèges classiques féminins.

L'entrée dans le XX^e siècle transforme donc considérablement le monde de l'instruction fé-

minine. Pendant longtemps, la société continue de freiner leurs aspirations au changement. Le mariage perpétue l'obligation non écrite de se replier vers la famille.

Normaliennes à l'assaut

Les normaliennes enseignent quelques années, mais plusieurs d'entre elles militent au sein des principales organisations de femmes dont se couvre la province. Les «finissantes» du cours Lettres-Sciences se dirigent souvent vers des études de secrétariat ou dans les écoles d'infirmières. Plusieurs poursuivent des études supérieures de musique. Surtout, les femmes instruites prennent la parole. Elles sont de plus en plus nombreuses à signer des chroniques ou des courriers dans les revues et journaux de l'époque. Elles écrivent des poèmes et des romans. Quelques-unes entreprennent des carrières artistiques. Et bien sûr, plusieurs entrent au couvent. N'est-ce pas une voie privilégiée de faire carrière dans l'enseignement, le travail hospitalier ou le travail social!

On retrouve plusieurs de ces femmes aux conseils d'administration des œuvres chari-

tables. À titre d'exemple, l'hôpital Sainte-Justine est dirigé et géré par un conseil d'administration composé d'aucun médecin ou religieuse, mais uniquement de laïques. Ces femmes fondent également, en 1907, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste. Pendant les vingt premières années, cet organisme porte à l'avant-scène les revendications féministes sur la question des

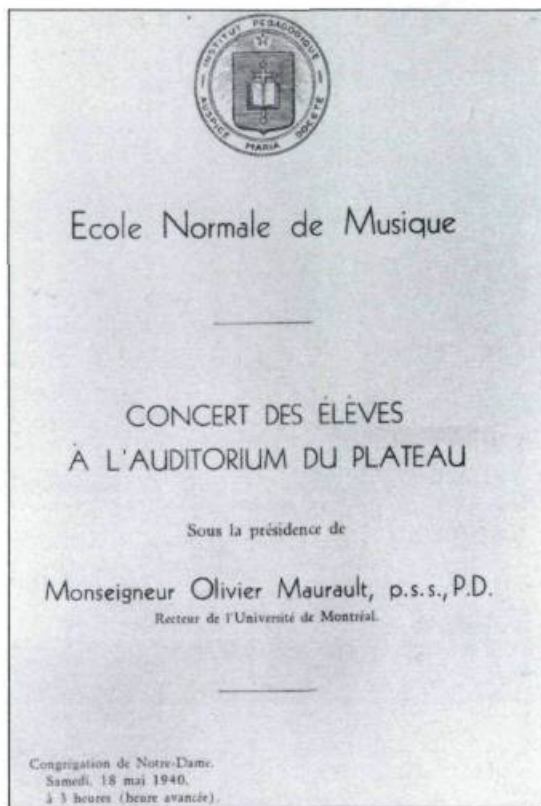
les inscriptions se multiplient par 20 entre 1940 et 1960; dans les programmes professionnels, leur nombre passe de 90 à 2 000.

Malgré le peu de possibilités d'instruction offertes aux femmes avant les années 60, le nombre des réalisations étonne. Il est de bon ton aujourd'hui de sourire avec condescendance à l'évocation de l'École normale de Sainte-Rose-du-Dégelé (eh! oui!, il y en avait une!). Mais à l'école normale, on apprenait des airs de Gounod, on lisait Charles Péguy, on prenait conscience de la responsabilité sociale, on découvrait qu'il y avait autre chose!

Avec le recul, il est permis de se demander ce qui se serait produit si, pendant un siècle, les Québécoises n'avaient pas été assujetties aux mécanismes de la discrimination. Discrimination institutionnelle qui les obligeait à fréquenter des institutions féminines dirigées par des religieuses; discrimination éducative qui les confinait si longtemps à des programmes dits féminins; discrimination financière qui subventionnait presque exclusivement les institutions masculines; discrimination idéologique qui continuait de leur sermonner un discours conservateur et patriarcal sur le rôle des femmes dans la société.

On sait aujourd'hui que la réforme scolaire des années 60 a réussi à abolir, en théorie au moins, toutes ces formes de discrimination. En réalité, le système scolaire reflétait l'ensemble de la société. À l'origine de tous les gains enregistrés pour l'avancement de la cause des femmes, on trouve ces pionnières qui, dans les communautés et ailleurs, ont eu la clairvoyance de développer des programmes, de forcer les portes des collèges et des universités, de formuler les premières revendications et de soutenir que l'instruction marquait le début de la longue marche vers l'égalité. ♦

**Historienne, professeure à l'université de Sherbrooke*



Plusieurs «finissantes» du cours Lettres-Sciences poursuivent des études supérieures de musique. (Collection privée).

droits civils, de l'instruction, de la protection et de l'organisation du travail féminin, du suffrage féminin, de la santé des jeunes mères et de leurs enfants.

Longtemps refoulées aux portes des universités, les bachelières investissent progressivement de nouvelles professions: la diététique, le service social, la bibliothéconomie, l'hygiène publique, la psychologie. À la seule université de Montréal,

Hommage à toutes les femmes qui,
depuis cinquante ans et plus,
travaillent de mille et une façons
à la construction d'une société plus égalitaire.



Alliance des professeures et professeurs de Montréal (CEQ)